



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 17ème législature

### Politique industrielle

Question au Gouvernement n° 352

#### Texte de la question

#### POLITIQUE INDUSTRIELLE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Pierre Pribetich.

**M. Pierre Pribetich** . Ma question s'adresse à M. le premier ministre. L'année 2024 a été dramatique pour nos entreprises, en conséquence des politiques industrielles menées par Emmanuel Macron et ses gouvernements. Ces derniers, qui manquent cruellement d'ambition, d'investissements et d'audace, se réfugient derrière une pseudo-compétitivité pour faire des cadeaux fiscaux.

**Plusieurs députés du groupe EPR** . C'est faux ! Et le CICE ?

**M. Pierre Pribetich** . Les plans de licenciements ont explosé en 2024 et vont s'intensifier en 2025, avec plus de 300 000 emplois menacés.

La troisième circonscription de la Côte-d'Or, que j'ai l'honneur de représenter, vient de connaître plusieurs annonces de fermeture de sites industriels : à Longvic, plus de 200 emplois sont menacés par la fermeture de l'usine Tetrapak ; à Quetigny, c'est le site de production de Boiron qui va fermer ; à Genlis, 150 emplois sont concernés par la fermeture de l'entreprise PPG-La Seigneurie ; sans oublier le sort des 550 emplois de l'équipementier automobile JTEKT de Chevigny-Saint-Sauveur.

Monsieur le premier ministre, l'usine PPG-La Seigneurie a touché plus de 12,5 millions d'euros d'aides publiques pour la recherche et le développement depuis 2017 et présente un résultat net en 2023 de 50 millions de bénéfices. Le groupe PPG a, quant à lui, versé 600 millions de dollars de dividendes à ses actionnaires. Est-il normal que l'État, qui a versé des fonds publics, n'exige rien, laisse faire, laisse notre tissu industriel se déliter ? Quand allez-vous, dans de telles circonstances, demander la restitution de ces deniers publics, qui pourraient financer l'accompagnement et la reconversion industrielle des territoires (*Applaudissements* sur les bancs du groupe SOC) et repenser l'attribution des fonds publics, en les conditionnant au respect de critères sociaux et environnementaux ?

Peut-on enfin espérer de l'audace pour projeter la France dans une politique industrielle digne du XXI<sup>e</sup> siècle, avec un plan massif de relocalisation... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'orateur. – Les députés du groupe SOC applaudissent ce dernier.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

**M. Éric Lombard**, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique . La

bataille pour l'industrie est une bataille qui nous occupe.

**M. Sébastien Chenu** . On reste en famille ! On fait un bond dans le temps !

**M. Éric Lombard, ministre** . Mon collègue Marc Ferracci est d'ailleurs en ce moment même à Varsovie, avec nos collègues européens, car le premier front de cette bataille, c'est l'Union européenne. La question industrielle figure à l'agenda de la nouvelle Commission : il s'agit précisément de donner aux vingt-sept États de l'Union des armes pour faire face à la concurrence qui s'intensifie, et dans laquelle l'industrie joue un rôle clé.

L'industrie joue un rôle clé pour l'emploi, mais aussi pour la transition écologique. J'y insiste, car c'est l'industrie verte qui va nous permettre à la fois de ramener l'emploi dans nos territoires, de faire face à la concurrence internationale et de verdir notre économie, ce qui est un de nos objectifs stratégiques. *(MM. Jimmy Pahun et Pascal Lecamp applaudissent.)*

Cette bataille est très dure : il y a ce qui se joue aux frontières de l'Union européenne, mais aussi ce qui se joue dans nos territoires. C'est pour cela que nous nous sommes engagés, avec le premier ministre, dans une politique énergétique dynamique. Nous allons, par le biais de la politique tarifaire d'EDF, faire en sorte que le prix de l'énergie soit compétitif dans nos territoires. Nous avons engagé 1,7 milliard pour la décarbonation de l'industrie et protégé les allègements de charges dont bénéficient les entreprises, notamment industrielles. Il est vrai, hélas, que cette bataille pour l'industrie connaît aussi des échecs et que des usines ferment.

Vous avez mentionné la papeterie Tetrapak, à Longvic, dont la fermeture a été annoncée il y a un mois. Les élus locaux sont mobilisés, avec l'État, pour trouver un repreneur et, si nous n'en trouvons pas, pour accompagner les salariés de cette entreprise, comme nous le faisons avec toutes les entreprises en difficulté. Vous pouvez compter sur nous pour être à vos côtés dans cette bataille.

**M. Julien Odoul** . Quel défaitisme !

**M. Éric Lombard, ministre** . Il n'y a aucun défaitisme. Nous avons créé 500 usines en France depuis 2016 et nous allons continuer. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.)*

## Données clés

**Auteur** : [M. Pierre Pribetich](#)

**Circonscription** : Côte-d'Or (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialistes et apparentés

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 352

**Rubrique** : Industrie

**Ministère interrogé** : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

**Ministère attributaire** : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 5 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 février 2025